

Premier mai 2023

La survie du capitalisme menace l'humanité

Les gouvernants en place bavardent tous, chacun à sa manière, sur la démocratie, l'écologie et la paix mais subventionnent des entreprises capitalistes extractives, manufacturières, agricoles qui gaspillent les ressources, émettent inutilement des gaz à effet de serre et polluent durablement. Les États bourgeois consacrent des budgets grandissants à l'espionnage et la répression de la population ainsi qu'aux armées. Alors qu'une partie significative de la population mondiale, même dans les pays impérialistes, ne mange pas correctement, n'a pas de logement décent, n'accède pas à des soins et à une éducation de qualité, les dépenses militaires mondiales ont dépassé en 2021 2 000 milliards de dollars soit presque 6 % des budgets.

L'Éthiopie a écrasé en novembre 2022 l'insurrection du Tigré avec l'aide de l'armée érythréenne. La Russie mène une guerre coloniale et destructrice en Ukraine. La dictature militaire a déclenché en Birmanie une guerre civile contre ses peuples.

Le territoire de la Syrie est disputé entre le régime tortionnaire du Baas, soutenu par la Russie et l'Iran, et les factions islamistes dont certaines appuyées par la Turquie. Israël bombarde périodiquement en Syrie et parfois au Liban. La Turquie occupe une partie de la Syrie et bombarde en Irak. Deux fractions de l'armée se disputent le Soudan. Les deux principales puissances impérialistes (États-Unis, Chine), se défient militairement en mer de Chine.

Le réchauffement climatique se poursuit, absolument pas freiné malgré les accords internationaux des COP, à cause de la logique du profit, de la rivalité entre États et de la concurrence entre firmes. Il s'accompagne de pollutions de l'environnement, de perte de diversité biologique, de pénurie grandissante d'eau douce, de déforestations massives et de détérioration des terres cultivables. Sans oublier les dramatiques pandémies causées par des agents pathogènes d'origine animale (ébola, covid...) résultat prévisible de la pression brutale de la production capitaliste humaine sur les habitats naturels des autres espèces.

Ralentissement économique mondial et inflation

Le capitalisme fonctionne de manière cyclique, il est secoué inévitablement de crises économiques qui rétablissent temporairement les conditions de l'accumulation élargie du capital. Mais, à cause des subventions des gouvernements qui cherchent à sauver leurs propres entreprises et des politiques permissives des banques centrales, la destruction du capital mondial a été limitée lors des dernières récessions mondiales, dont celle de 2020-2021. Par conséquent, les phases d'expansion économique qui leur succèdent sont d'ampleur restreinte et semblent plus

courtes : la croissance mondiale devrait se limiter selon le FMI à 2,8 % en 2023.

S'y ajoute la remontée du protectionnisme sous toutes ses formes qui conduit à une certaine fragmentation du marché mondial, limite la croissance mondiale et alimente l'inflation : le commerce international de biens et de services n'augmenterait selon l'OMC que de 1,7 % en 2023.



La dernière reprise s'est accompagnée d'une poussée d'inflation : 8,7 % de hausse des prix à l'échelle mondiale en 2022 selon le FMI. Dans plusieurs États, la monnaie ne joue plus correctement son rôle : en 2022, en Turquie, l'inflation a dépassé 64 % et, en Argentine, 94 %. En réalité, l'augmentation des prix de l'alimentation, de l'énergie et du logement dépasse de loin les taux moyens d'augmentation des prix et a atteint un niveau douloureux pour les travailleurs salariés de tous les pays.

Face à l'inflation, la politique monétaire restrictive des principales banques centrales tend à faire monter les taux d'intérêt mondiaux au détriment des économies nationales les plus faibles, des États les plus endettés, des entreprises « zombies » non rentables dont les banques les plus fragiles. La remontée des taux bancaires affecte particulièrement les familles travailleuses endettées dans les États où le crédit bancaire est à taux variable.

Les rivalités impérialistes déclenchent une escalade militaire mondiale

Dans la période de déclin du capitalisme (la phase impérialiste), les principaux États, inévitablement, défendent l'ancien partage du monde qui leur était avantageux ou le remettent en cause pour ouvrir la voie à leurs groupes capitalistes contre leurs concurrents étrangers.

La situation mondiale est marquée par la rivalité grandissante entre les États-Unis qui restent la première puissance impérialiste et la Chine, une puissance impérialiste ascendante qui remet en question le partage du monde. Les autres puissances impérialistes (Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Russie, Italie...) sont écartelées entre ces deux pôles.

Ainsi, l'État américain tente d'étrangler le capitalisme chinois en limitant ses exportations et en le privant des composants électroniques nécessaires à la montée en gamme de son industrie (et de son armée). Au plan militaire, l'État américain a de loin le plus grand budget militaire du monde. Avec l'excuse de la guerre impérialiste de la Russie contre l'Ukraine, il renforce l'OTAN. En outre, il a conclu en 2021 une nouvelle coopération militaire avec l'Australie et la Grande-Bretagne (Aukus) et multiplie les manœuvres militaires avec ses alliés, dont les Philippines et le Japon,

en mer de Chine. De son côté, l'État chinois rallie la Russie et le Brésil. Avec le 2^e budget militaire du monde, il raffermirait son contrôle de Hongkong, militarise des îlots de mer de Chine et multiplie les manœuvres militaires dans le détroit de Taïwan.

La montée mondiale du militarisme généralisé se fait sans souci de limiter les pollutions ou d'économiser l'énergie. L'armée bourgeoise, ses services secrets, constituent non seulement un fardeau fiscal pour les travailleurs, mais un outil répressif contre leur émancipation.

La réaction sur toute la ligne

Dans les économies les plus avancées, les États reviennent sur les conquêtes sociales antérieures. Même les démocraties bourgeoises les mieux établies restreignent les libertés : espionnage systématique de leur population, restriction au droit de grève, de circuler, de manifester, de publier... D'anciens présidents (Trump, Bolsonaro) remettent en cause les élections quand elles leur sont défavorables et lancent des bandes fascistes faire pression sur les institutions. Partout, des partis politiques bourgeois et des démagogues populistes misent sur la xénophobie, la religion, le racisme, le machisme, le complotisme... Les travailleurs immigrés, les femmes travailleuses et les minorités ethniques, religieuses ou sexuelles sont les premières victimes de la montée de la réaction mondiale.

L'État indien persécute les musulmans et occupe militairement le Cachemire. Israël, basé sur la colonisation de la Palestine, la poursuit inévitablement en Cisjordanie et à Jérusalem, tout en aggravant l'apartheid contre les Arabes en son sein. La Russie capitaliste ne peut se défendre face la pression militaire et économique des États-Unis et de l'Union européenne qu'en niant le droit à l'existence de l'Ukraine et en réprimant de plus en plus sa propre population. La Turquie persécute les Kurdes au sein de ses frontières, son armée les attaque en Irak et en Syrie. En Iran, le régime des ayatollahs opprime plus que jamais les femmes et les minorités nationales. Le régime quasi-féodal des talibans revenu au pouvoir en 2021 interdit désormais aux citadines de travailler et aux filles d'étudier.

La crise de direction du mouvement ouvrier

Depuis le 1^{er} mai 2022, la population laborieuse a mené des luttes d'envergure dans tous les continents, en particulier au Pérou, contre la destitution du président élu et la répression policière ; en Iran, contre l'obligation du voile ; en Chine, contre le confinement excessif ; en Grande-Bretagne, au Sri Lanka, en Belgique, en Autriche, en Tchéquie, en Allemagne, aux États Unis... contre l'inflation ; en France, contre le report de l'âge de la retraite.

Mais les directions actuelles de la classe ouvrière mondiale ne servent pas réellement les intérêts des travailleurs. Les syndicats majoritaires restent aux mains de bureaucraties corrompues et parfois liées à des partis

bourgeois comme aux États-Unis, en Argentine, en Algérie... Par conséquent, en Grande-Bretagne, en Belgique, en France... les chefs syndicaux refusent d'appeler à la grève générale jusqu'à la victoire. En Grande-Bretagne, ils ont même suspendu les grèves quand la reine est morte.

La restauration du capitalisme en 1992 en Russie et en Chine a aggravé la crise du mouvement ouvrier. Les vieux partis ouvriers-bourgeois (« travaillistes », « sociaux-démocrates », « communistes ») obéissent plus que jamais à leur classe dominante. Les partis créés sur leur modèle (PT brésilien, DL allemand, Respect britannique, Syriza grecque, Podemos espagnol, LFI française, PT belge, PSOL brésilien...) ne valent pas mieux.

Le LP britannique, plus monarchiste que jamais, est favorable à l'OTAN et refuse de soutenir les grèves ; le SPD allemand gouverne avec les Verts et le Parti libéral ; le PSOE, le PCE et Podemos forment en Espagne un gouvernement social-impérialiste enthousiasmé par l'escalade militaire de l'OTAN ; au Brésil, Lula a pour vice-président un vieux politicien bourgeois, s'oppose au droit à l'avortement et s'agenouille devant l'état-major de l'armée ; au Népal, le PCUN-M est actuellement membre du gouvernement bourgeois ; le SACP de même en Afrique du Sud ; le KPRF russe soutient l'invasion de l'Ukraine ; les DSA étasuniens sont dans le Parti démocrate et servent de piétaille à l'impérialiste Biden ; etc.

Pour l'internationale ouvrière révolutionnaire, pour la révolution socialiste mondiale

La bourgeoisie, même dans les pays dominés, ne peut plus jouer de rôle progressiste. La stratégie qui répond à la phase impérialiste est la révolution permanente adoptée au 20^e siècle par la 4^e Internationale.

Il est possible de mettre fin à tout ce monde pourri si, par-delà les frontières, l'avant-garde des travailleurs se regroupe dans une internationale ouvrière révolutionnaire basée sur le marxisme. Dans chaque État, l'internationale aidera à construire un parti de type bolchevik pour exproprier le grand capital et détruire l'État bourgeois, instaurer un gouvernement ouvrier basés sur les conseils armés des travailleurs des villes et des campagnes.

Alors, la classe ouvrière pourra prendre le pouvoir à la tête des luttes contre l'exploitation et l'oppression, pour les libertés démocratiques et le droit des nations opprimées, pour l'égalité des femmes et pour la défense de l'environnement. La dictature du prolétariat ouvrira la voie du socialisme-communisme mondial débarrassé de l'État, un mode de production basé sur l'égalité et la solidarité, où les travailleurs géreront consciemment les ressources, la production et la répartition au profit de l'humanité actuelle et future.

Collectif révolution permanente
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)